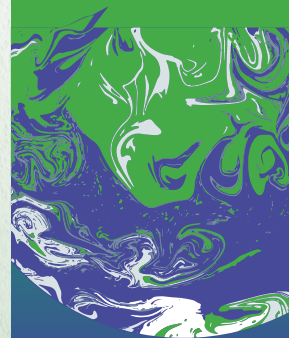
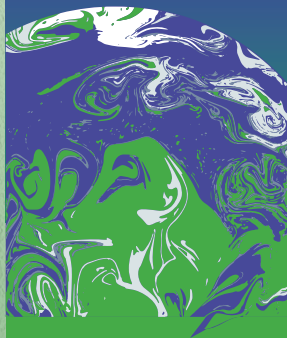




Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

L'impact des changements climatiques sur l'Afrique

Un changement de
paradigme économique
s'avère urgent

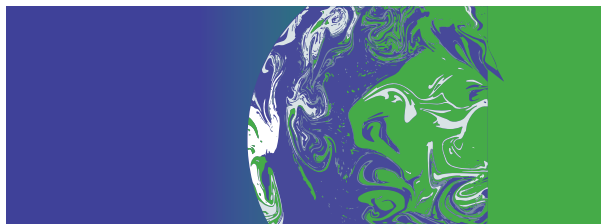




Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

L'impact des changements climatiques sur l'Afrique

Un changement de
paradigme économique
s'avère urgent



Pour commander des exemplaires du *L'impact des changements climatiques sur l'Afrique : un changement de paradigme économique s'avère urgent*, veuillez contacter :

Section des publications
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : +251-11- 544-9900
Télécopie : +251-11-551-4416
Adresse électronique : eca-info@un.org
Web : www.uneca.org

© 2025 Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés
Premier tirage :Août 2025

La reproduction, en tout ou en partie, de la teneur de cette publication est autorisée. La Commission demande qu'en pareil cas, il soit fait mention de la source et que lui soit communiqué un exemplaire de l'ouvrage où sera reproduit l'extrait cité.

Conception de la couverture, mise en page et impression : Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, Addis-Abeba, certifié ISO 14001:2015. Imprimé sur du papier sans chlore.

Table des matières

Résumé	04
1. Introduction	05
2. L'Afrique subit les changements climatiques de plein fouet	09
A. Vulnérabilité aux changements climatiques	09
B. Le coût des changements climatiques	10
3. Impact d'une hausse de 1 °C de la température mondiale sur l'économie des pays africains	12
4. IV. Nécessité pour l'Afrique de repenser son paradigme de développement	16
A. Lacunes du paradigme économique dominant	16
B. Fardeau élevé de la dette	19
C. Difficultés majeures en matière de financement climatique	19
D. Coût écologique disproportionné	21
5. Recommandations : L'Afrique, chef de file de la mise en concordance des objectifs de bien-être avec le respect des limites de la planète	23
Annexe	27
A. Estimations	27
B. Données	27



Résumé

L'Afrique est l'une des régions du monde les plus vulnérables aux changements climatiques, alors même que sa contribution aux émissions mondiales est négligeable. À ce jour, son modèle de développement n'a pas permis de réaliser de progrès notables en termes d'atteinte des objectifs de développement durable, alors qu'elle a déjà épuisé une partie de son capital naturel. Le continent doit se développer dans un contexte très différent de celui qu'ont connu les pays industrialisés : il est confronté au stress climatique, à la rareté des ressources, à la fragmentation des échanges et aux perturbations provoquées par l'automatisation sur le

marché de l'emploi. Pour concilier ses impératifs de développement avec les effets des changements climatiques et transformer ses points faibles en potentialités, l'Afrique doit basculer vers un modèle de bien-être qui place les limites de la planète et le bien-être humain au centre de ses préoccupations. Un tel revirement aidera le continent non seulement à renforcer sa résilience et à parvenir à un développement durable, mais atténuera également les contraintes financières qui pèsent sur lui.

1. Introduction

L'Afrique se trouve à la croisée des chemins en ce qui concerne l'action climatique. Les pays africains sont parmi les plus vulnérables aux changements climatiques, sans toutefois avoir les moyens de faire face à leurs conséquences dévastatrices. Les changements climatiques perturbent les écosystèmes, affaiblissent l'économie et exacerbent l'insécurité alimentaire en Afrique. Les pays africains ont suivi le modèle économique dominant, sans que cela ne les mène à une croissance durablement élevée ni à des progrès notables au regard des objectifs de développement durable. Le continent n'est en voie d'atteindre qu'à peine 6 % des cibles mesurables des objectifs de développement durable d'ici à 2030, tandis que le taux de pauvreté est passée de 33,3 % en 2013 à 38 % en 2023.¹ L'insécurité alimentaire menace de plus en plus gravement l'Afrique, alors que 345 millions d'Africains sont actuellement confrontés à une faim aigüe. Cette situation est principalement due à la baisse de la productivité agricole, à la dégradation des sols et aux catastrophes climatiques.

En raison de la faiblesse et de l'instabilité de la croissance économique, combinées à une démographie galopante et à des besoins élevés, la dette a atteint un seuil alarmant dans de nombreux pays. La dette extérieure a atteint 864 milliards de dollars en 2023 ; 22 pays sont surendettés. Le déficit budgétaire du continent est passé de 4,8 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2021 à 5,2 % en 2022, réduisant d'autant la

marge de manœuvre budgétaire pour les investissements dans le développement.² Le Kenya, le Mozambique et le Sénégal comptent parmi les pays les plus endettés. L'Égypte est le pays avec la dette extérieure la plus importante d'Afrique du Nord : 164,5 milliards de dollars en 2023 (42,5 % de son PIB)³. Avec 16 % de leurs recettes d'exportation affectées au service de la dette, de nombreux pays se trouvent pris au piège d'un cycle de dépendance extérieure. Sur 768 millions de personnes vivant dans un pays qui consacre plus d'argent au service de la dette qu'à l'enseignement et aux soins de santé, 130 millions sont en Afrique⁴.

En outre, le développement de l'Afrique coûte cher à son environnement et à son capital naturel. Si le continent bénéficie de ses industries extractives et de ses exportations de matières premières, qui sous-tendent la croissance économique, cette dépendance accélère également la dégradation de l'environnement et rend l'économie de différents pays vulnérable aux fluctuations mondiales du cours des matières premières. Et alors que l'Afrique possède de nombreuses ressources minérales essentielles à la transition énergétique mondiale, elle ne capte qu'une infime fraction de la valeur ajoutée de ces ressources. Cette situation encourage la fuite des capitaux et la dépendance à l'extérieur. Les pays à revenu élevé bénéficient de leur appropriation à grande échelle des ressources, tirant à la baisse les salaires et le prix des matières premières, tout en

1 Voir Commission économique pour l'Afrique et al., Rapport sur le développement durable en Afrique 2024 (Addis-Abeba, 2024).

2 Voir Banque mondiale, International Debt Report, 2024 (Washington, 2024).

3 Banque centrale d'Égypte, External position of the Egyptian economy, July/Sept. 2023/2024, vol n° 83 (2024). Disponible à l'adresse : <https://www.cbe.org.eg/-/media/project/cbe/listing/research/position/external-position-83.pdf>.

4 Voir Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Un monde de dettes 2024: Une entrave de plus en plus grande à la prospérité mondiale (A world of debt: a growing burden to global prosperity) (Genève, 2024).

limitant la capacité de l'Afrique à financer son développement sur le long terme.

Dans le même temps, l'Afrique est extrêmement vulnérable aux changements climatiques. Entre 1991 et 2023, le continent s'est réchauffé à un rythme de 0,3 °C par décennie, l'Afrique du Nord connaissant la hausse de température la plus élevée⁵. L'année 2023 a été l'une des plus chaudes jamais enregistrées pour l'Afrique, dans un contexte de hausse de la température mondiale de 1,45 °C par rapport aux niveaux préindustriels. La Corne de l'Afrique a connu sa pire sécheresse depuis 40 ans : cinq mauvaises saisons des pluies consécutives y ont provoqué une baisse considérable de la production agricole, mettant à mal la sécurité alimentaire et causant une forte inflation des denrées alimentaires. En outre, 30 millions de personnes vivent dans des zones inondables, présentant un risque accru de catastrophe en raison de l'élévation du niveau de la mer et de la mauvaise qualité des infrastructures.

Cette vulnérabilité aux incidences des changements climatiques se ressent sur l'économie. En 2022, 110 millions de personnes ont souffert de catastrophes liées au climat, entraînant des pertes économiques d'une valeur totale de 8,5 milliards de dollars. Face à ces difficultés, l'Afrique a besoin de 2 800 milliards de dollars entre 2020 et 2030 pour mettre en place des mesures d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques, alors qu'elle ne reçoit que 2 % des fonds mondiaux consacrés à l'action climatique⁶.

Le présent rapport présente des estimations des pertes cumulées de

PIB dues à une hausse de 1 °C des températures mondiales. Dans six ans, les pertes cumulées du PIB par habitant en Afrique subsaharienne pourraient atteindre 7,9 %, et par la suite, la reprise du PIB sera lente. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, les pertes pourraient atteindre 5,8 % en six ans. Ailleurs en Afrique, les pertes cumulées de PIB pourraient être bien plus élevées : 10,2 % en six ans en Afrique centrale et de l'Ouest, 10,9 % en cinq ans en Afrique du Nord.

Face à ces réalités, l'Afrique doit trouver un moyen d'échapper au piège de la vulnérabilité. Le présent rapport soutient que le continent doit basculer vers un nouveau paradigme économique qui fasse passer au premier plan la durabilité, la résilience et le bien-être social. Cela suppose de redéfinir le progrès au-delà de la seule croissance du PIB, pour se tourner vers des objectifs de bien-être durable qui mettront l'accent sur un développement économique équitable, le bien-être humain et le respect des limites de la planète. En effet, l'Afrique ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions de dioxyde de carbone, tout en étant confrontée à de graves problèmes de pauvreté et d'inégalité. Dans ce contexte, la voie traditionnelle, qui est celle de l'industrialisation à forte intensité de carbone, paraît fort attrayante. Cette trajectoire pourrait cependant s'avérer trompeuse, à plus d'un titre.

Tout d'abord, le bénéfice potentiel des choix traditionnels pro-industrialisation est remis en question tant par la désindustrialisation prématurée en Afrique⁷ que par l'automatisation et les nouvelles technologies numériques qui réduisent la capacité du continent à tirer parti de ses avantages comparatifs traditionnels,

5 Voir Organisation météorologique mondiale, État du climat en Afrique 2023 (Genève, 2024).

6 Voir ONU-Eau, « Alertes précoces pour tous – Plan d'action pour l'Afrique », Actualités, 16 octobre 2023.

7 Voir Dani Rodrik, « Premature Deindustrialization », Journal of Economic Growth, vol. 21, n° 1 (mars 2016).

tels que l'abondance de la main-d'œuvre. Deuxièmement, la plupart des pays africains sont des exportateurs de matières premières. Troisièmement, l'Afrique ne pourra pas compter sur la même énergie abondante et bon marché qui a alimenté le développement des pays développés et émergents. Quatrièmement, si l'Afrique suivait la même voie, ses émissions contribueraient à épuiser la marge de carbone restant nécessaire pour maintenir l'élévation de la température de la planète en dessous de la limite de sécurité de 1,5 °C, et ce faisant, elle se rendrait elle-même encore plus vulnérable aux changements climatiques. Cinquièmement, les pays dont l'économie est à forte intensité de carbone sont en réalité plus vulnérables aux changements climatiques à moyen et à long terme⁸. Sixièmement, l'Afrique pourrait perdre sa capacité à transformer ses points faibles actuels en potentialités, car, contrairement aux pays à revenu élevé, qui sont aujourd'hui enfermés dans des infrastructures et des modèles économiques à forte intensité de carbone, l'Afrique a encore la possibilité de contourner les diverses voies obsolètes et non durables pour bâtir un nouveau modèle de développement à partir de rien. En basculant vers une économie durable, l'Afrique sera à même de transformer ses points faibles actuels en potentialités à long terme. L'Afrique pourrait se positionner comme un continent pionnier en matière de résilience climatique, de modèles de production écologiques et de développement économique inclusif.

Enfin, plus on retardera la transition vers la durabilité, plus l'inertie s'accroîtra, ce qui augmentera le coût de la transition à l'avenir. Parmi les nombreuses raisons à cela, l'une est liée au coût du capital.

Compte tenu de l'actuelle tendance mondiale de vieillissement de la population mondiale et de l'énorme poids économique causé par les changements climatiques, le capital se fera de moins en moins abondant, et son coût pourrait augmenter. En outre, la concurrence de plus en plus féroce que se livrent les pays pour accéder à des ressources rares (tant en ce qui concerne les capitaux que les matériaux) aura pour effet de réduire la compétitivité du continent.

Au lieu de cela, il existe de nombreuses raisons pour lesquelles l'Afrique tirerait profit d'une transformation radicale de son modèle socioéconomique pour parvenir à la durabilité. Premièrement, cette approche permettra de bâtir une économie plus résiliente. Deuxièmement, elle sera en mesure de mieux adapter son énergie et ses matériaux à une augmentation directe du bien-être de ses populations. Cela devrait aider l'Afrique à mieux gérer le fardeau de sa dette et à réduire ses besoins en financement. Pour ces raisons, et parce que l'Afrique limitera sa contribution au réchauffement climatique, elle sera en meilleure position pour accéder au financement de l'action climatique.

Si l'Afrique veut se libérer de ses dépendances extérieures, atténuer les incidences des changements climatiques et assurer sa résilience économique, elle doit adopter un modèle de développement transformateur qui concilie croissance économique, durabilité et équité sociale.

Le présent document est organisé en quatre sections. La première présente le fardeau que font peser les changements climatiques sur l'économie des pays

⁸ Les pays dont l'économie est à forte intensité de carbone (c'est-à-dire fortement tributaire des combustibles fossiles, des industries à forte émission de carbone et de l'extraction de ressources) sont plus vulnérables aux changements climatiques en raison de quatre facteurs interdépendants : les risques climatiques physiques, la dépendance économique à l'égard des secteurs à forte émission de carbone, les risques financiers liés aux politiques climatiques mondiales et l'instabilité sociale liée à la dégradation de l'environnement.

africains. La seconde présente des estimations de l'effet qu'exercera une hausse de 1 °C de la température mondiale sur le PIB par habitant. La troisième expose les raisons pour lesquelles l'Afrique devrait repenser son

modèle de développement et basculer vers un modèle durable fondé sur le bien-être. La quatrième présente diverses recommandations.

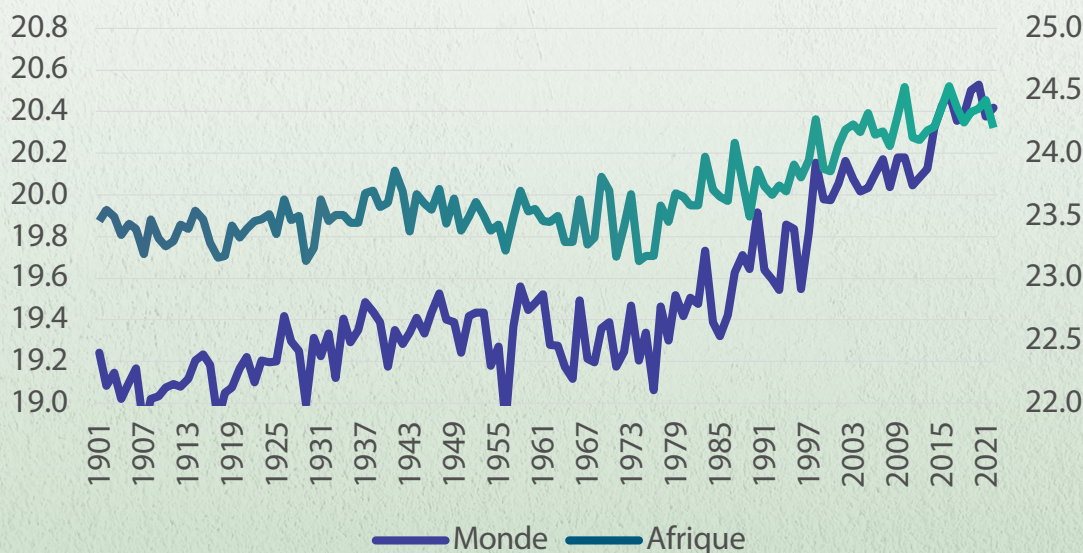
2. L'Afrique subit les changements climatiques de plein fouet

A. Vulnérabilité aux changements climatiques

Comme le montre la figure 1, les températures mondiale et africaine ont connu une forte hausse au cours de la période allant du milieu du XXe siècle à 2022. La température moyenne en

Afrique au cours de la période 2015-2022 était de 2,48 % supérieure à celle de 1960-2014. Sur la même période, la température mondiale avait connu une hausse de 3,97 %.

Figure 1 Évolution des températures en Afrique et dans le monde



Source : Compilation de l'auteur, résultant d'un calcul des températures africaine et mondiale en tant que moyennes des températures des pays, à l'aide des données présentées par Marco Gortan et al., A unified dataset for pre-processed climate indicators weighted by gridded economic activity, Scientific Data, vol. 11, n° 533 (2024). Voir également l'annexe au présent document.

Note : Les coordonnées de l'axe de gauche sont pour l'Afrique ; celles de droite sont pour le monde.

En 2023, la température de la surface mondiale avait augmenté de 1,45 °C par rapport à son niveau préindustriel, en parallèle à un niveau record de concentrations de gaz à effet de serre et à une accélération de l'élévation du niveau de la mer. En Afrique, la température a augmenté à un rythme de 0,3 °C par décennie entre 1991 et 2023, 2023

ayant été l'année la plus chaude jamais enregistrée en Afrique. Même si aucune des sous-régions africaines n'a été épargnée par le réchauffement au cours des 60 dernières années, l'Afrique du Nord est la plus touchée, sa température étant à présent de 0,84 °C supérieure à sa moyenne des années 1991-2020⁹.

9 Voir Organisation météorologique mondiale, État du climat en Afrique 2023.

La fréquence et l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes s'accroissent à un rythme alarmant, faisant perdre aux pays africains entre 2 et 5 % de leur PIB par an¹⁰. Ces chiffres sont cependant beaucoup plus élevés dans certains pays. Par exemple, le Zimbabwe pourrait perdre jusqu'à 12 % de son PIB par an en raison des changements climatiques (alors que le coût des mesures d'adaptation requises pour y échapper est inférieur à 1 % de son PIB)¹¹. La configuration des précipitations a été profondément touchée ; elle demeure

instable sur l'ensemble du continent. Le Sahel souffre de la sécheresse, tandis que l'Angola, l'Afrique centrale et les zones côtières connaissent de fortes précipitations. La configuration des précipitations a connu de fortes variations en Afrique en 2023. L'Afrique du Nord et du Nord-Ouest a connu des précipitations inférieures à la normale, avec des déficits supérieurs à 150 mm, ce qui place ces niveaux de précipitations parmi les 10 % les plus faibles enregistrés pour la période 1991-2020.

B. Le coût des changements climatiques

Parmi les 46 pays les moins développés du monde, 33 se trouvent en Afrique ; en outre, le continent compte 9 des 10 pays les plus vulnérables aux changements climatiques¹².

D'après la Base de données internationale sur les catastrophes (International Disaster Database), près de 500 millions de personnes en Afrique ont souffert des conséquences des sécheresses entre 1950 et 2021¹³. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie sont les pays les plus durement touchés par ces phénomènes. La Libye a été dévastée par une tempête qui a tué plus de 4 700 personnes, tandis qu'un cyclone a provoqué de graves inondations au Malawi et au Mozambique. L'Afrique centrale a été ravagée par des pluies diluviennes, et le Soudan par des inondations prolongées. La Corne de l'Afrique a connu sa pire sécheresse

depuis 40 ans. Cinq mauvaises saisons des pluies consécutives ont ravagé de vastes zones d'Afrique de l'Est, réduisant fortement la production agricole, aggravant l'insécurité alimentaire et renchérissant encore les denrées alimentaires¹⁴.

Quelque 30 millions d'Africains habitant les zones côtières vivent dans des zones inondables, ce qui les rend très vulnérables aux crues extrêmes. La mauvaise planification urbaine, l'insuffisance des infrastructures et l'urbanisation rapide exacerbent la fréquence et la gravité des inondations dans les villes africaines¹⁵.

Les changements climatiques compromettent gravement la sécurité agricole et alimentaire. Les inondations et l'irrégularité des précipitations ont entraîné de mauvaises récoltes au

10 Voir Organisation météorologique mondiale, État du climat en Afrique 2023.

11 Voir Banque mondiale, Zimbabwe Economic Update: Improving Resilience to Weather Shocks and Climate Change (Washington, 2025).

12 Voir Commission économique pour l'Afrique et al., Rapport sur le développement durable en Afrique 2023 (Addis-Abeba, 2023).

13 Voir Brian Ayugi et al., Projected changes in meteorological drought over East Africa inferred from bias-adjusted CMIP6 models, « Natural Hazards »: Journal of the International Society for the Prevention and Mitigation of Natural Hazards, vol. 113, n° 2 (septembre 2022).

14 Voir Organisation météorologique mondiale, État du climat en Afrique 2022 (Genève, 2023).

15 Voir Michael Oppenheimer et Bruce Glavovic, Sea level rise and implications for low-lying islands, coasts and communities, dans Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique, Hans-Otto Pörtner et al., éd. (Cambridge, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Cambridge University Press, 2019).

Kenya, en République centrafricaine et en Somalie. La production céréalière en Afrique du Nord est tombée à 10 % en dessous de sa moyenne quinquennale (la Tunisie connaissant la baisse la plus marquée). Les déficits pluviométriques au Bénin, au Ghana et au Nigéria ont donné lieu à des pénuries alimentaires localisées, tandis que l'insécurité et l'imprévisibilité des conditions météorologiques ont maintenu la production céréalière sous la moyenne dans la grande Corne de l'Afrique.

Les auteurs d'un récent article¹⁶ estiment que le coût mondial des changements climatiques atteindra 38 000 milliards de dollars par an d'ici à 2050. Pour l'Afrique, cependant, ce poids sera encore plus lourd, puisque les pertes de revenus potentielles pourraient atteindre 30 %. Les risques liés à la sécheresse au cours des 50 dernières années ont causé

des pertes économiques cumulées dépassant 70 milliards de dollars¹⁷. En 2022, les catastrophes climatiques, météorologiques et hydriques ont causé des dommages économiques estimés à 8,5 milliards de dollars¹⁸. Les 55 pays les plus vulnérables aux changements climatiques, dont un bon nombre se trouvent en Afrique, ont subi des pertes dépassant les 500 milliards de dollars au cours des 20 dernières années. En 2022, les pays africains ont enregistré près de 9 milliards de dollars de pertes dues aux dommages associés aux changements climatiques, et ont en outre consacré entre 5 et 15 % de leur PIB par habitant aux efforts de relèvement. Les projections indiquent que, dans la perspective d'un réchauffement de +2 °C, les pertes et dommages provoqués par les changements climatiques en Afrique pourraient dépasser les 290 milliards de dollars¹⁹.

16 Maximilian Kotz, Anders Levermann et Leonie Wenz, « The economic commitment of climate change », *Nature*, vol. 628, n° 8008 (avril 2024).

17 Voir Organisation météorologique mondiale, *État du climat en Afrique 2021* (Genève, 2022).

18 Voir ONU-Eau, *Alertes précoces pour tous – Plan d'action pour l'Afrique*.

19 Voir Vera Songwe, *The climate crisis: A generational opportunity for Africa*, in *Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2024*, Africa Growth Initiative (Washington, Brookings Institution, 2024).

3. Impact d'une hausse de 1 °C de la température mondiale sur l'économie des pays africains

L'incidence des changements climatiques sur le PIB africain a été estimée en modélisant des chocs de température à partir des données de température passées et en recourant à des techniques de projection pour mesurer la réaction du PIB par habitant à une hausse de 1 °C de la température mondiale. La méthode des projections locales²⁰ a été appliquée pour projeter les pertes cumulatives de PIB dans le temps. Les données utilisées pour ces calculs et les estimations qui en résultent figurent dans l'annexe au présent document.

L'influence d'une hausse de 1 °C de la température mondiale sur le PIB mondial par habitant et le PIB africain par habitant est présentée dans les figures II et III, respectivement²¹. La ligne pointillée montre la baisse cumulative projetée du PIB par habitant. Il ressort des chiffres que l'impact sera durable pour ces deux régions. En ce qui concerne le PIB mondial, la perte cumulée sera maximale après cinq ans, atteignant les 6,8 %. Pour l'Afrique, le PIB ne se rétablira pas après dix ans, et les pertes cumulées atteindront les 7,8 % après six ans.

Figure II Influence d'une hausse de 1 °C de la température mondiale sur le PIB mondial par habitant

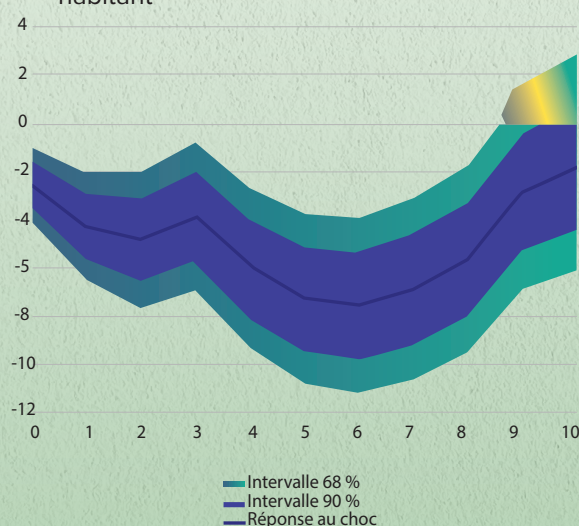
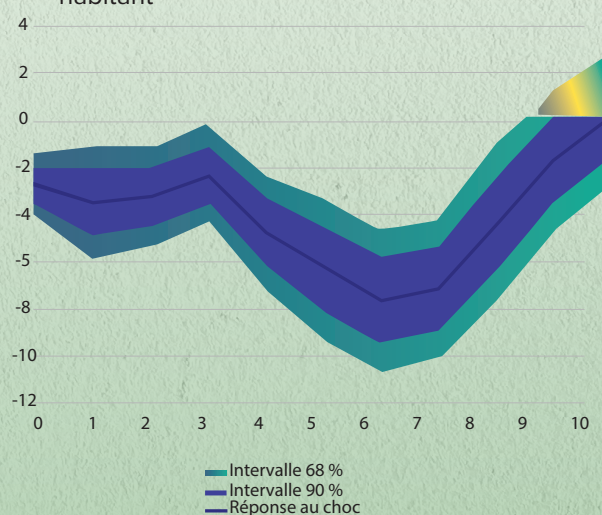


Figure III Influence d'une hausse de 1 °C de la température mondiale sur le PIB africain par habitant



20 Voir Óscar Jordà, Estimation and inference of impulse responses by local projections, American Economic Review, vol. 95, n° 1 (mars 2005).

21 Les estimations fournies dans le présent document, tout comme toutes les autres estimations existantes, sont inévitablement des sous-estimations de l'incidence réelle des changements climatiques. En effet, d'une part, chaque méthode utilisée se heurte à des limites dans sa capacité à saisir le lien entre changements climatiques et économie ; d'autre part, parce que l'économie mondiale n'a jamais été effectivement soumise aux perturbations qui seront provoquées par une hausse de 1 °C de la température mondiale. Les climatologues s'interrogent même sur la capacité de nos sociétés à s'adapter à une telle hausse – par exemple, dans un monde connaissant un réchauffement supérieur à 2 °C.

Source : Compilation de l'auteur d'après les données de Gortan et al., A unified dataset for pre-processed climate indi

Note : La ligne horizontale au point 0 sur l'axe vertical est la « ligne zéro ». La zone ombrée foncée représente l'intervalle de confiance de 90 %. L'axe vertical indique l'ampleur de la variation du PIB par habitant ; l'axe horizontal, l'évolution attendue dans les une, deux, trois, etc. années qui suivent le choc de température.

Les données analogues pour l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord sont présentées dans les figures IV et V, respectivement. Les pertes cumulées de PIB pour l'Afrique subsaharienne

s'élèvent à 7,9 % après six ans, le PIB se rétablissant lentement par la suite. En Afrique du Nord, les pertes de PIB sont beaucoup plus élevées, s'élevant à 10 % après cinq ans.

Figure VI Influence d'une hausse de 1 °C de la température mondiale sur le PIB par habitant des pays d'Afrique de l'Est et australe

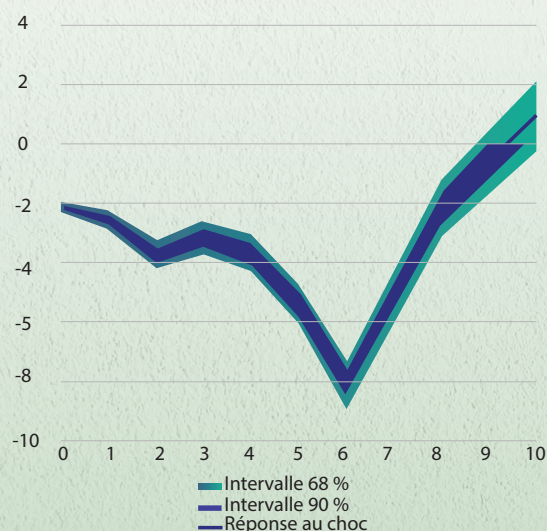
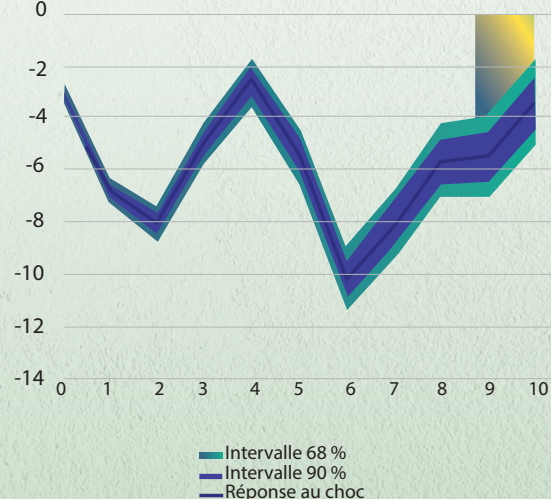


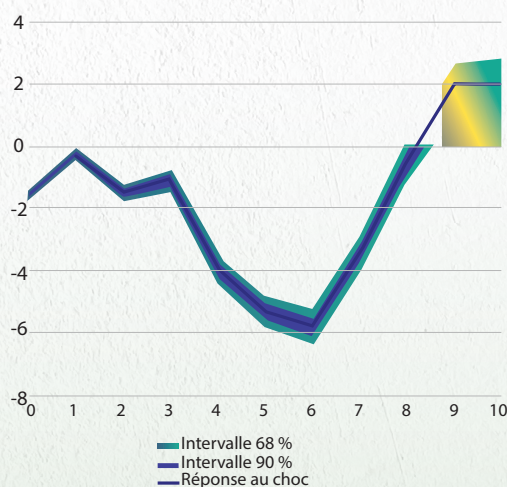
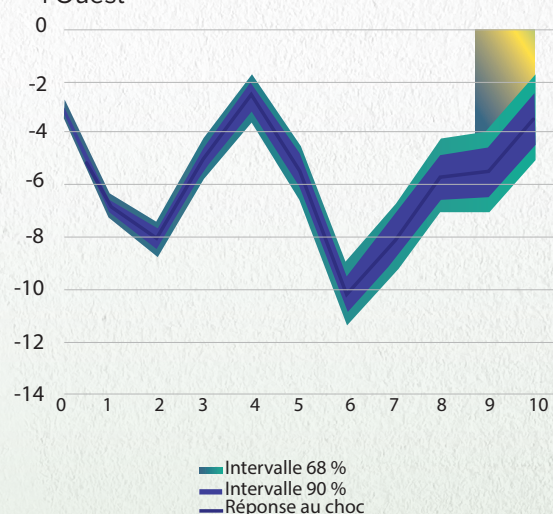
Figure VII Influence d'une hausse de 1 °C de la température mondiale sur le PIB par habitant des pays d'Afrique centrale et de l'Ouest



Source : Compilation de l'auteur d'après les données de Gortan et al., A unified dataset for pre-processed climate indicators weighted by gridded economic activity.

Les données pour l'Afrique centrale et de l'Ouest et pour l'Afrique de l'Est et australe sont présentées dans les figures VI et VII, respectivement. En Afrique centrale et de

l'Ouest, les pertes cumulées du PIB ont atteint 10,2 % en six ans, et 5,8 % en six ans en Afrique de l'Est et australe, 5,8 %.

Figure VI Influence d'une hausse de 1 °C de la température mondiale sur le PIB par habitant des pays d'Afrique de l'Est et australe**Figure VII** Influence d'une hausse de 1 °C de la température mondiale sur le PIB par habitant des pays d'Afrique centrale et de l'Ouest

Source : Compilation de l'auteur d'après les données de Gortan et al., A unified dataset for pre-processed climate indicators weighted by gridded economic activity.

Il ressort clairement de ces chiffres que l'impact peut être très élevé, et que cela représente une source de difficultés majeure pour les modèles de développement en Afrique. Dans les graphiques précédents du présent document, tous les pays finissent par se relever, parce que le modèle employé est estimé à partir de données antérieures et que, jusqu'à présent, le monde a été en mesure de maintenir une certaine croissance. Cependant, à mesure que la hausse de la température se poursuit, des points de basculement provoqueront des bouleversements majeurs du climat, entraînant de lourdes conséquences pour l'économie. Cela signifie que nous ne sommes pas confrontés à un choc cyclique, mais bien structurel. Sans mesures d'adaptation, le coût des changements climatiques sera incommensurable, avec des incidences durables. L'adaptation ne sera possible à un coût socialement supportable que si la hausse de température se maintient dans une fourchette permettant une adaptation effective (c'est-à-dire inférieure à 1,5 °C).

Comment l'Afrique peut-elle réagir face à une telle menace ? Jusqu'ici, la réponse dominante a été une stratégie de développement fondée sur les mêmes piliers que les modèles de développement antérieurs suivis tant par les pays industrialisés que par ceux à l'économie émergente. Le contexte mondial dans lequel ces pays se sont développés est différent de celui dans lequel l'Afrique doit à présent poursuivre son développement. La différence majeure réside dans les conditions environnementales, associées à la fois aux changements climatiques et à l'empreinte écologique excessive des activités économiques humaines. Contrairement aux pays qui se sont industrialisés dans le passé et se sont développés dans des conditions stables caractérisées par des ressources abondantes, le libre commerce et une industrie à forte intensité de main-d'œuvre, l'Afrique est confrontée au stress climatique, à la rareté des ressources, à la fragmentation du commerce et à des perturbations du marché de l'emploi dues à l'automatisation. La hausse du fardeau de la dette et le manque d'accès à des financements abordables limitent encore

davantage sa capacité à investir dans les infrastructures et l'innovation. Dès lors, les voies traditionnelles d'industrialisation ne sont plus une option allant de soi. L'Afrique doit plutôt basculer vers un modèle d'économie durable et résiliente qui intègre dès le départ l'adaptation aux changements climatiques et le développement inclusif.

Jusqu'à présent, la société n'a pas eu à mettre en place d'importantes mesures d'adaptation en réponse aux hausses de température passées, et a réussi à se

maintenir sur une trajectoire de croissance – quoiqu'à un coût environnemental prohibitif. Même lorsque l'adaptation est réalisable, elle ne suppose pas nécessairement la préservation du modèle économique actuel, qui est fondamentalement incompatible avec les limites de la planète. C'est pourquoi, depuis la publication du rapport *Les limites à la croissance* (The Limits to Growth), en 1972²², des discussions ont cours pour repenser l'économie et, plus largement, le fonctionnement de la société, en particulier leur rapport à la nature.

22 Donella Meadows et al., *The Limits to Growth: a Report for the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind* (New York, Universe Books, 1972).

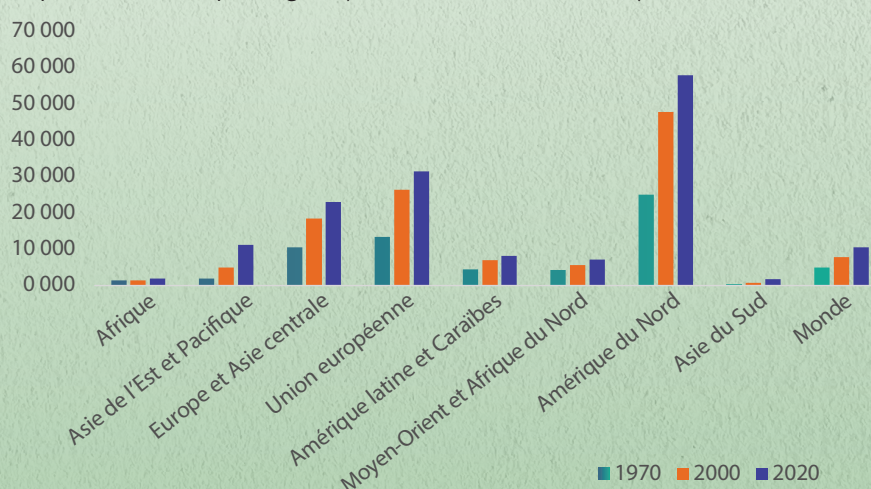
4. IV. Nécessité pour l'Afrique de repenser son paradigme de développement

A. Lacunes du paradigme économique dominant

Le paradigme économique actuellement dominant n'a pas donné les résultats escomptés en ce qui concerne la croissance et l'atteinte des objectifs de développement durable. En 2020, le PIB par habitant en Afrique ne représentait que 17,8 % du PIB mondial par habitant (figure VIII). À ce jour, par suite de décennies de faible croissance du revenu par habitant, 60 % de la population africaine vit dans la pauvreté. Entre 1970 et 2024, le PIB par habitant du continent n'a connu qu'une hausse annuelle de 0,8 %, ce qui constitue un retard important par rapport à la région Asie/Pacifique, qui a connu une augmentation moyenne de 3,3 % par an²³. Entre 1970 et 2020, le PIB de l'Afrique a augmenté à un taux annuel de 3,5 %. Sa part dans le PIB mondial est toutefois

restée relativement stable : à peu près 2,5 %. Cela témoigne du ralentissement de l'expansion économique du continent par rapport à d'autres régions : ainsi, au cours de la même période, la part de l'Asie et du Pacifique dans le PIB mondial est passée de 16 % à 36 %²⁴. La faible productivité économique dans tous les secteurs a même entraîné un ralentissement de 35 % de la croissance du PIB au cours des dix dernières années. La lenteur de la croissance de l'Afrique renforce les disparités existantes et limite l'amélioration du niveau de vie par rapport à d'autres régions. Le chômage des jeunes reste supérieur à 25 %, tandis que plus de 85 % des Africains sont confrontés à une insécurité alimentaire grave ou modérée²⁵.

Figure VIII PIB par habitant et par région (en dollars des États-Unis)



Source : Indicateurs du développement dans le monde, PIB réel par habitant. Disponible à l'adresse : <https://databank.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD/1ff4a498/Popular-Indicators> (site consulté en janvier 2025).

23 Voir Programme des Nations Unies pour l'environnement, Global Resources Outlook 2024: Bend the Trend – Pathways to a Liveable Planet as Resource Use Spikes (Nairobi, Groupe international d'experts sur les ressources, 2014).

24 Ibid.

25 Voir Africa Growth Initiative, Foresight Africa: Top Priorities for the Continent 2025-2030 (Washington, Brookings Institution, 2025).

La gouvernance reste problématique dans de nombreuses régions, où la faiblesse des institutions nationales et régionales limite leur capacité à stimuler le développement. Dans le même temps, les investissements dans les infrastructures, l'enseignement et les soins de santé ont pris du retard, tandis que de nombreux États sont aux prises à des contraintes budgétaires de plus en plus importantes.

Dans le Rapport sur le développement durable en Afrique 2024, 32 cibles mesurables des objectifs de développement sont examinées ; seules 6 % d'entre elles y sont considérées comme en bonne voie d'être atteintes d'ici à 2030²⁶. Les objectifs restants nécessitent une intervention urgente. Certains d'entre eux régressent. On observe également des disparités sous-régionales notables. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord ont connu de meilleures avancées en ce qui concerne le Programme de développement durable à l'horizon 2030, tandis que l'Afrique de l'Est reste à la traîne. Néanmoins, au train où vont les choses, aucune sous-région ne devrait atteindre l'ensemble des objectifs d'ici à 2030. Une grande difficulté, partout sur le continent, est le manque de données exhaustives, ce qui complique le suivi et l'évaluation des progrès. Un autre enjeu critique, même pour les pays qui ont accompli des avancées substantielles, est la menace posée par les changements climatiques à la réalisation des objectifs. De ce fait, aucun succès ne peut être considéré comme permanent.

En ce qui concerne la pauvreté et la sécurité alimentaire, l'Afrique est

particulièrement vulnérable aux chocs climatiques en raison de sa forte dépendance à l'agriculture. La hausse de la température, l'instabilité de la configuration des précipitations et les sécheresses prolongées entraîneront une baisse des rendements, augmentant l'insécurité alimentaire et déstabilisant les économies rurales. La dégradation des sols, la désertification et la rareté de l'eau plongeront les populations agricoles encore plus profondément dans la pauvreté. Les changements climatiques exacerbent aussi les problèmes sanitaires, alors que 24 % des Africains n'ont déjà pas accès aux soins de santé essentiels. Les inégalités déjà existantes s'accroîtront en raison de la diffusion de maladies à transmission vectorielle telles que la malaria, de la hausse de la malnutrition en raison des mauvaises récoltes, et du fait que les femmes seront plus durement touchées que les hommes, étant donné qu'elles font face à des obstacles dans l'accès aux terres et aux ressources.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont extrêmement problématiques, exacerbées qu'elles sont par les changements climatiques dans de nombreux pays africains. L'Afrique a accompli des avancées notables dans la réduction de la pauvreté depuis 2000. Cependant, beaucoup des gains obtenus ont été annulés au cours des dernières années en raison d'une série de crises interconnectées, en particulier la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). La seule pandémie a plongé près de 55 millions d'Africains

26 Commission économique pour l'Afrique et al., Rapport sur le développement durable en Afrique 2024.

dans la pauvreté, ce qui met en relief la fragilité de la progression passée.

En 2022, 54,8 % des pauvres du monde entier vivaient en Afrique. Qui plus est, la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté national de chaque pays est passé de 33,3 % en 2013 à 38 % en 2023. Cette tendance représente une déviation notable par rapport à la cible établie dans l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine, d'une réduction de la pauvreté de 23 % avant la fin de cette année²⁷. Près de 282 millions d'Africains, soit environ 20 % de la population, sont sujets à la malnutrition ou à l'insécurité alimentaire²⁸. La fréquence croissante des sécheresses et des inondations réduit la productivité agricole, ce qui accroît la dépendance du continent aux importations de denrées alimentaires. L'Afrique est confrontée à une hausse alarmante de l'insécurité alimentaire : 345 millions d'Africains seront confrontés à une insécurité alimentaire aigüe en 2022, ce qui représente une augmentation spectaculaire par rapport aux années précédentes²⁹. La productivité agricole est mise à rude épreuve, principalement en raison de la baisse de la fertilité des sols, des sécheresses provoquées par les changements climatiques, des phénomènes météorologiques extrêmes et des pertes après récolte, qui représentent 30 à 40 % des pertes de production alimentaire, en raison de la médiocrité des infrastructures

de stockage et de transport. Les investissements dans l'agriculture africaine sont en baisse, ce qui menace la sécurité alimentaire à long terme.

De nombreux facteurs structurels sont à l'origine de la persistance de la pauvreté sur le continent, bon nombre d'entre eux étant aggravés par les changements climatiques. L'enseignement est extrêmement vulnérable, étant donné que les catastrophes climatiques perturbent la vie scolaire et contraignent les enfants, particulièrement dans les zones rurales, à abandonner l'école pour subvenir aux besoins de leur famille. L'insuffisance des infrastructures reste également un problème majeur ; 600 millions d'Africains privés d'électricité en 2021³⁰. Les changements climatiques mettront sous pression les systèmes énergétiques : l'énergie hydroélectrique sera moins disponible, des dommages seront causés aux réseaux de transport, des localités rurales se retrouveront isolées des services essentiels. Les phénomènes météorologiques extrêmes intensifieront les chocs sociaux et économiques, avec pour conséquence le déplacement de millions de personnes, la destruction d'infrastructures, des pénuries de denrées alimentaires et d'eau. À moins que des mesures ne soient prises d'urgence, les changements climatiques amplifieront l'ensemble des facteurs de pauvreté en Afrique, ce qui compliquera encore plus la tâche pour les populations vulnérables

27 Ibid.

28 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et al., Afrique – Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2023 – Statistiques et tendances (Accra, 2023).

29 Commission économique pour l'Afrique et al., Rapport sur le développement durable en Afrique 2024.

30 Groupe des Nations Unies pour le développement durable, Decoding Africa's energy journey: three key numbers. Stories and Blogs, 27 janvier 2025.

cherchant à échapper à la misère. Le renforcement de la résilience climatique doit figurer au cœur des stratégies de développement, des investissements

dans les infrastructures et des politiques économiques afin d'éviter l'aggravation de la pauvreté sur le continent.

B. Fardeau élevé de la dette

Le déficit budgétaire de l'Afrique est passé de 4,8 % du PIB en 2021 à 5,2 % en 2022 ; 22 pays sont déjà surendettés, ou connaissent un risque élevé de surendettement³¹. Trois pays se trouvaient en défaut de paiement en 2023³². La dette extérieure de l'Afrique subsaharienne atteignait 864 milliards de dollars en 2023, avec un ratio dette/revenu national brut de 44 %, et une dette extérieure valant 170 % de ses exportations, ce qui souligne la hausse de la pression en ce qui concerne son remboursement. Le service de la dette absorbe désormais 16 % des recettes d'exportation et 4 % du revenu national brut. Alors que l'encours de la dette extérieure était de 341 milliards de dollars en 2010, il a plus que doublé au cours de la dernière décennie. La dette à long terme s'élève à 678 milliards de dollars, tandis que la dette publique et garantie

par l'État est de 501 milliards de dollars. Les paiements d'intérêts sur la dette à long terme ont fortement augmenté, atteignant 26 milliards de dollars en 2023. Le Kenya, le Mozambique et le Sénégal sont les pays qui assument les charges les plus lourdes au titre du service de la dette. La dépendance de la région à l'égard du crédit et des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international a augmenté, atteignant 71 milliards de dollars, tandis que la dette à court terme reste élevée : 115 milliards de dollars. Tout ceci témoigne d'une dépendance continue à l'égard des emprunts extérieurs. Les changements climatiques exacerbent les déficits budgétaires en Afrique. Bien que leur incidence totale n'ait pas encore été estimée, les changements climatiques pourraient faire perdre à l'Afrique jusqu'à 20 à 30 % de ses recettes fiscales³³.

C. Difficultés majeures en matière de financement climatique

Les pays africains ont besoin de 2 800 milliards de dollars entre 2020 et 2030 pour mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national, soit 277 milliards de dollars par an³⁴. Entre 2011 et 2021, l'Afrique a reçu au total 71,1 milliards de dollars de financement

public et philanthropique international pour l'adaptation aux changements climatiques, 74,8 milliards de dollars pour l'atténuation des changements climatiques et 24,6 milliards de dollars pour les activités transversales³⁵. Toutefois, le financement effectivement perçu

31 Voir Commission économique pour l'Afrique, Rapport économique sur l'Afrique 2023 : Lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité en Afrique pendant la pandémie de COVID-19 (Addis-Abeba, 2022) ; Banque mondiale, Unlocking the development potential of public debt in sub-Saharan Africa, Results Brief, 15 décembre 2023.

32 Reuters, Ethiopia becomes Africa's latest sovereign default, bulletin Reuters Tariff Watch, 26 décembre 2023.

33 « Navigating fiscal Challenges in Sub-Sahara Africa, Resilient Strategies and Credibility Anchors in turbulent Waters », IMF Departmental Paper, 2023 ; Fabio Comelli et al., « Navigating fiscal Challenges in Sub-Sahara Africa: Resilient Strategies and Credible Anchors in Turbulent Waters », IMF Departmental Paper (Washington, Fonds monétaire international, 2023).

34 Sandra Guzmán et al., The State of Climate finance in Africa: Climate finance Needs of African Countries (n.p., Climate Policy Initiative, 2022).

35 Voir Organisation de coopération et de développement économiques, base de données sur le financement du développement pour le climat et l'environnement (consultée tout au long de l'année 2023).

au titre de l'action climatique en 2021-2022 ne s'est élevé qu'à 30 milliards de dollars, ce qui ne représentait que 11 % du financement requis. Si les États africains se sont engagés à mobiliser environ 10 % des besoins totaux au niveau national, il reste un déficit de 2 500 milliards de dollars (80 % du financement de l'action climatique requis) pour atteindre les objectifs en matière d'atténuation et d'adaptation³⁶. Sans une hausse substantielle du financement de l'action climatique sur le plan international, les pays africains auront du mal à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national, ce qui limitera leur capacité à renforcer leur résilience face aux changements climatiques et à assurer la transition vers un développement durable et sobre en carbone.

Les pays africains sont confrontés à des contraintes croissantes dans la mobilisation du financement de l'action climatique en raison de diverses pressions économiques, de revirements géopolitiques et du fardeau croissant que font peser les changements climatiques sur leur propre économie. Le ralentissement économique mondial, la forte inflation et l'augmentation du fardeau de la dette contraignent les États à resserrer leurs politiques budgétaires, ce qui réduit leur capacité à honorer leurs engagements financiers internationaux. La guerre entre la Fédération de Russie et l'Ukraine et les tensions croissantes entre l'Occident et la Chine minent encore plus la coopération mondiale. En conséquence de ces événements, une plus grande priorité est accordée aux dépenses dans la défense, la sécurité énergétique et le protectionnisme commercial, reléguant au second plan le financement de la lutte contre les changements climatiques et l'aide au développement. Les récents bouleversements géopolitiques, qui

incluent l'approfondissement du fossé entre le Nord et le Sud, influencent eux aussi les flux de financement de l'action climatique. Les économies émergentes comme la Chine jouent un rôle plus important dans le financement du développement mondial, alors que les bailleurs occidentaux traditionnels font face à des difficultés politiques sur le plan national, qui entraînent une baisse du soutien public à l'aide internationale.

La montée des discours nationalistes et protectionnistes dans certaines parties de l'Europe et aux États-Unis d'Amérique a pour corollaire une réduction des budgets consacrés à l'aide étrangère, les dirigeants faisant passer au premier plan les questions intérieures plutôt que les engagements internationaux. Dans le même temps, les changements climatiques frappent les pays riches avec une fréquence et une gravité croissantes, ce qui les contraint à affecter de plus en plus de ressources à la réponse aux catastrophes nationales et à la résilience des infrastructures. Les incendies de forêt, les vagues de chaleur, les ouragans et les inondations battent des records en Amérique du Nord, en Europe et en Australie, poussant les États à allouer des milliards aux secours d'urgence et aux efforts d'adaptation à l'intérieur de leurs propres frontières, réduisant d'autant les fonds disponibles pour le financement de l'action climatique en Afrique. Ces catastrophes se faisant de plus en plus fréquentes, les pays riches risquent de faire face à une pression interne croissante en faveur de la résilience interne et d'une réduction de leur aide financière aux pays en développement. En outre, les institutions financières mondiales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale tardent à réformer leurs cadres de prêt, ce qui rend difficile pour les pays africains l'obtention de

36 Voir Barbara Buchner et al., *Global Landscape of Climate Finance 2023* (n.p., Climate Policy Initiative, 2023).

financements abordables pour l'action climatique. À moins qu'on n'assiste à une modification de grande ampleur des priorités, des mécanismes financiers et de la coopération mondiale, le paysage économique et géopolitique actuel

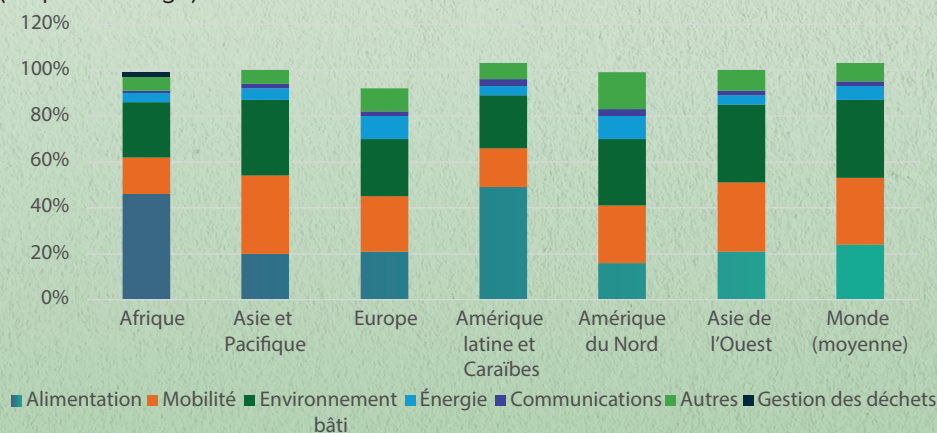
continuera de restreindre la capacité de l'Afrique à obtenir les fonds nécessaires à son adaptation aux changements climatiques et à son développement durable.

D. Coût écologique disproportionné

Plus de la moitié de la perte de biodiversité liée aux terres dans le monde en 2022 est survenue en Afrique et en Amérique latine, alors que moins de 10 % de la valeur ajoutée mondiale a été créée dans ces régions. L'Afrique, en particulier, supporte d'importants coûts environnementaux liés à l'extraction et à l'exportation des ressources, alors qu'elle n'en retire que des bénéfices économiques minimes. Ce déséquilibre met en évidence le besoin urgent de politiques durables d'utilisation des sols et d'investissements plus importants dans la conservation de la biodiversité afin de garantir une stabilité écologique et économique à long terme. L'Afrique continue de perdre 4 millions d'hectares de forêt par an, alors même qu'on observe un recul de la déforestation

à l'échelle mondiale. Les zones arides du continent sont de plus en plus vulnérables aux changements climatiques, ce qui rend indispensable la restauration des terres pour l'adaptation et la résilience du système alimentaire. L'urbanisation représente un autre enjeu de plus en plus prégnant, alors que la population urbaine africaine est passée de 22 % en 1970 à 47 % en 2020³⁷. Cette évolution exerce une pression immense sur les ressources et la durabilité environnementale. Comme on peut le voir à la figure IX, les secteurs de la construction et de l'alimentation sont responsables de 70 % de l'empreinte matérielle de l'Afrique, alors que jusqu'à 65 % des terres productives sont dégradées et que la désertification touche 45 % du continent.

Figure IX Parts de l'empreinte matérielle en 2020 pour divers secteurs de l'économie, par région (en pourcentage)



Source : Programme des Nations Unies pour l'environnement, Groupe international d'experts sur les ressources, base de données Global Materials Flows. Disponible à l'adresse : <https://www.resourcepanel.org/global-material-flows-database> (site consulté en janvier 2025).

37 Voir Programme des Nations Unies pour l'environnement, Global Resources Outlook 2024.

Le coût environnemental du développement de l'Afrique doit être considéré parallèlement à l'inefficacité de son utilisation des ressources. Les variables liées au contenu matériel de l'économie sont affichées dans le tableau ci-dessous. L'Afrique est la région qui a le plus faible taux d'extraction nationale et de consommation intérieure de

matériaux par habitant (5,7 contre une moyenne mondiale de 12,5 pour l'extraction intérieure ; 5,5 contre 12,5 pour la consommation intérieure de matériaux). Elle est aussi celle qui a le plus faible taux de productivité matérielle (qui est le rapport entre le PIB et la consommation intérieure de matériaux).

Comparaison de l'intensité matérielle de différentes zones géographiques (en tonnes)

	Asie et Pacifique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Amérique du Nord	Monde	Afrique
Extraction nationale par habitant	11,9	13,2	16,8	28,1	12,5	5,7
Consommation intérieure de matériaux par habitant	12,3	14,9	15,8	26,6	12,4	5,5
Rapport PIB / consommation intérieure de matériaux	0,6	2,2	0,5	2,2	0,9	0,4
Rapport consommation de matières premières / PIB	0,6	1,7	0,6	2	0,9	0,5
Rapport balance commerciale physique / PIB	0,1	0,1	0,1	0	0	0,1
Consommation de matières premières par habitant	12,4	19	13,3	30,2	12,5	4,4

Source : Programme des Nations Unies pour l'environnement, Groupe international d'experts sur les ressources, base de données Global Materials Flows.

De cette comparaison, il ressort que l'Afrique pourrait accroître son PIB sans pour autant augmenter son utilisation de matériaux.

Le commerce des matières premières en Afrique est étroitement lié à la fuite des capitaux, en particulier dans les pays riches en ressources, ce qui réduit la disponibilité des actifs économiques pour le développement local³⁸. La valeur des

capitaux sortant d'Afrique pour la seule année 2018 représentait plus de trois fois la dette totale du continent, et presque l'équivalent du montant total de l'aide au développement extérieure reçue entre 1990 et 2015³⁹. Une telle situation met en péril la croissance économique, et fait ressortir la nécessité d'adopter des politiques plus strictes pour réduire les flux financiers illicites et favoriser le réinvestissement national.

³⁸ Voir Léonce Ndikumana et James Boyce, éd., *On the Trail of Capital Flight from Africa: the Takers and the Enablers* (Oxford University Press, 2022).

³⁹ Jason Hickel et al., *Imperialist appropriation in the world economy: drain from the global South through unequal exchange, 1990–2015*, *Global Environmental Change*, vol. 73 (mars 2022).

5. Recommandations : L'Afrique, chef de file de la mise en concordance des objectifs de bien-être avec le respect des limites de la planète

D'une part, l'Afrique doit améliorer le bien-être de ses populations, ce qui, vu le niveau actuel de la technologie et l'état des ressources des pays africains, nécessitera une augmentation des émissions. D'autre part, si l'Afrique devait suivre la même voie de développement à forte intensité de carbone que les pays plus riches pour atteindre le statut de pays à revenu moyen ou élevé, elle émettrait 9,4 gigatonnes supplémentaires d'émissions de dioxyde de carbone par an jusqu'en 2050⁴⁰. Ce niveau d'émissions entraverait considérablement les efforts déployés à l'échelle mondiale pour atteindre l'objectif d'émissions nettes nulles.

L'Afrique doit trouver une voie entre ces deux objectifs apparemment contradictoires, mais uniquement à court terme. Actuellement, les ressources africaines sont utilisées de façon inefficace. De ce fait, améliorer la productivité des ressources pourrait contribuer à résoudre la contradiction entre ces deux objectifs. Mais cela ne suffit pas. Accroître la productivité des matériaux pour accroître le PIB ne peut être qu'un objectif à court terme. Le principal tournant que l'Afrique doit opérer en matière de développement consiste à basculer vers un modèle de bien-être différent, qui concilie le bien-être de ses populations et les limites de la planète. Élaborer un modèle de bien-être de façon

explicite revient à ne plus à poursuivre un simple objectif de croissance ; c'est faire passer au premier plan le bien-être humain et environnemental plutôt que la simple expansion économique. Ainsi, les progrès seront mesurés non seulement par le PIB, mais aussi par d'autres dimensions essentielles au bien-être, telles que la santé, l'enseignement, l'équité sociale et la durabilité.

La Déclaration sur les changements climatiques et appel à l'action adoptés par les dirigeants africains à Nairobi le 6 septembre 2023 est un appel clair de l'Afrique, l'une des régions les plus vulnérables du monde, à définir un nouvel ordre mondial qui permettra d'atteindre une prospérité partagée et de sauvegarder la planète. Il s'agit d'un appel à prendre des mesures ambitieuses pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi à trouver une nouvelle voie pour l'humanité à même de concilier les besoins des populations africaines et la préservation d'une planète vivable. Il est évident qu'en raison de son manque de ressources, l'Afrique ne peut pas se permettre à elle seule la transition vers un modèle de bien-être à faible teneur en carbone et à faible empreinte écologique. Cet objectif ne peut être atteint si le Nord n'entreprend pas activement une transformation radicale de son propre modèle économique, ne reconnaît pas le

40 Voir Africa Growth Initiative, Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2024, chapitre 2, « Climate Change ». (Washington, Brookings Institution, 2024).

droit des Africains à atteindre un niveau de bien-être plus élevé, et ne fournit pas les ressources nécessaires à la transformation de l'économie des pays africains. L'Afrique jouit d'une position unique, qui lui permet de mettre en conformité ses impératifs de transition durable avec l'émergence d'un nouvel ordre mondial capable de résoudre la crise des changements climatiques. Cette position unique se caractérise par les avantages suivants :

- (a). Étant donné le vieillissement en cours de la population mondiale (en particulier dans les pays développés), la croissance démographique de l'Afrique constituera un atout non seulement pour elle-même, mais aussi pour le reste du monde ;
- (b). L'Afrique est riche en ressources naturelles et en capitaux essentiels à la transition durable et à la préservation de l'environnement ;
- (c). Paradoxalement, ce que l'on appelle le « retard de développement » du continent lui donne une importante marge de manœuvre pour remodeler son modèle économique et social et jouer un rôle pionnier dans la définition d'un modèle économique respectueux des limites de la planète ;
- (d). L'adaptation du développement économique de l'Afrique par rapport aux limites de la planète sert également les intérêts des pays développés.

L'Afrique est très vulnérable aux changements climatiques, ce qui rend d'autant plus urgente la nécessité pour elle de basculer vers un nouveau modèle faisant la part belle à la résilience aux changements climatiques et assurant son développement à long terme.

Si l'Afrique s'engage sur la voie de la durabilité, elle facilitera son accès aux financements pour au moins trois raisons. Premièrement, la durabilité est associée à une plus grande efficacité dans la consommation de matériaux et d'énergie, ce qui peut réduire les coûts d'investissement nécessaires. Deuxièmement, le financement vert est en pleine expansion, et de nouvelles possibilités de financement verront le jour. Troisièmement, le fait de privilégier la durabilité entraîne une hausse de la résilience, ce qui réduit les risques d'investissement. À la lumière de ces considérations, les recommandations suivantes sont formulées, tant pour l'Afrique que pour le reste du monde (en particulier les pays riches).

A. Recommandation 1

L'Afrique et le reste du monde devraient adapter les objectifs de développement durable aux limites de la planète, définissant ainsi des objectifs de bien-être durable qui remplacent le PIB en tant que fin en soi.

Adopter des objectifs de bien-être durable revient à adapter les objectifs de développement durable aux limites de la planète. Il s'agit d'objectifs devant être atteints pour maintenir (ou ramener) l'activité humaine à l'intérieur des limites de la planète, tout en assurant un bien-être appréciable pour la plupart de l'humanité.

Pour l'Afrique, l'avantage de définir et d'adopter des objectifs de bien-être durable en tant que cibles de développement est qu'ils combinent à la fois l'atteinte d'un niveau de bien-être plus élevé et l'assurance d'un développement à long terme. Ce faisant, on utilisera de façon plus rationnelle les ressources disponibles au profit direct

des populations africaines, tout en connectant entre elles l'utilisation des matériaux, de l'énergie et des ressources pour améliorer leur bien-être.

B. Recommandation 2

L'Afrique et le reste du monde doivent tracer une voie vers la réalisation des objectifs de bien-être durable à partir d'un nouveau modèle africain de bien-être, et fixer un horizon temporel pour cette réalisation.

L'atteinte de ces objectifs suppose un nouveau modèle de bien-être et un nouveau modèle économique qui n'obéissent plus aux lois du modèle économique dominant actuel. Un tel modèle ne peut pas être construit par l'Afrique seule : il doit s'agir d'un programme commun. La transition vers une économie inscrite dans les limites de la planète exige de repenser la croissance, la finance, la production, le travail et la gouvernance. Ce modèle fera passer au premier plan le bien-être plutôt que le PIB, rétablira les écosystèmes, renforcera la résilience et répartira équitablement le pouvoir et la richesse. Pour l'Afrique, les quatre piliers de tout nouveau modèle fondé sur le bien-être doivent être des services publics robustes, des filets de sécurité sociale, l'égalité de revenu et la bonne qualité de la démocratie.

Sans une transformation de l'ensemble du système, le monde continuera de dépasser ses limites écologiques, ce qui conduira à plus d'instabilité climatique, à un effondrement économique et à une aggravation des inégalités.

Une incertitude majeure pour la transition vers la durabilité est l'accès aux ressources essentielles. Cela est particulièrement

évident à l'heure actuelle, après que les États-Unis d'Amérique et d'autres pays ont exprimé leur ferme désir d'obtenir un accès aux matériaux critiques et aux terres rares. L'accès à ces ressources constitue désormais un enjeu géopolitique majeur. Pour cette raison, l'Afrique doit développer d'urgence sa capacité à traiter et à utiliser une plus grande part de ses propres ressources au niveau national, plutôt que de se contenter de les exporter sous forme brute.

C. Recommandation 3

L'Afrique doit tirer le meilleur parti de ses ressources naturelles.

Plus tôt dans le présent document, nous avons porté l'attention sur le fait que l'extraction et l'exportation des ressources africaines contribuent à la fuite des capitaux. En outre, certains économistes écologistes soulignent que les pays à revenu élevé maintiennent leur croissance en exploitant les ressources et la main-d'œuvre des pays en développement, en tirant parti d'un effet de levier financier et géopolitique pour maintenir à la baisse les salaires et les prix des ressources, ce qui, au final, entrave le développement local. L'Afrique détient d'abondantes ressources, dont beaucoup sont indispensables à la transition énergétique. Au-delà de la valeur ajoutée par la transformation locale et de la création de marchés tels que les crédits carbone et crédits biodiversité, il est essentiel que l'Afrique obtienne des prix plus élevés pour ses ressources et un meilleur contrôle sur leur utilisation. Pour y parvenir, il faut modifier la dynamique du pouvoir avec les pays riches afin d'établir un cadre mutuellement bénéfique pour la gestion des ressources.

D. Recommandation 4

Les pays riches doivent intensifier la mobilisation de ressources pour l'Afrique.

L'Afrique affiche de mauvais résultats du point de vue de la mobilisation des ressources. À l'heure actuelle, les revenus provenant des impôts ne valent que 16 % du PIB du continent, alors que ce rapport devrait atteindre les 30 % pour assurer une mobilisation suffisante de ressources afin de financer la transition vers la durabilité.

Cette recommandation est importante, mais insuffisante, car l'Afrique est également aux prises avec la dette et la mobilisation de fonds. La dette, dont les conséquences sont potentiellement dévastatrices pour le PIB africain, représente un double fardeau pour le continent. Premièrement, elle consomme des ressources pour son remboursement, alors que ces ressources auraient pu couvrir des dépenses sociales critiques ou financer des investissements et l'adaptation aux changements climatiques. Deuxièmement, le fardeau de la dette s'alourdit en raison de la baisse des revenus et de l'augmentation du risque. Les créanciers doivent accepter un allègement de la dette. De concert avec les recommandations 1 à 3, la présente recommandation vise à aménager un cadre cohérent pour une utilisation plus judicieuse des ressources en Afrique. Lorsque la dette devient trop élevée par rapport au revenu, il n'y a que deux options : le défaut de paiement ou la restructuration. Le fardeau de la dette n'est pas seulement problématique pour les pays pauvres : il s'agit d'un enjeu mondial. Dans l'état actuel des choses, aucune restructuration n'a été réalisée, et il ne s'agit pas d'une solution à long terme. Le niveau actuel d'endettement dans le monde n'est pas compatible avec la

réduction de l'impact humain sur la nature et de la pression extractive que l'humanité exerce sur la biosphère (sans parler des conséquences pour la santé humaine) ; de plus, compte tenu des effets attendus des changements climatiques sur le PIB, il est clair que ce statu quo n'est pas durable.

E. Recommandation 5

Les pays riches doivent accorder à l'Afrique une réduction de sa dette en faveur du climat.

Pour harmoniser le niveau et la nature de la dette, une réduction de la dette est proposée, en commençant par les pays les plus vulnérables. La dette sera réduite en l'associant à des conditions de réduction de l'incidence des changements climatiques et en mobilisant les pays bénéficiaires dans la transition vers la durabilité.

Il est urgent de prendre un nouvel engagement mondial en faveur d'une telle transition. Le Sommet de l'avenir, qui s'est tenu en septembre 2024 à New York, a appelé à un tel engagement ; des efforts concertés doivent être déployés dès à présent pour persuader la communauté internationale de résister aux forces qui retardent cette transition. Malgré la situation internationale actuelle, où on assiste à une régression de la transition vers la durabilité, l'augmentation des pertes économiques dues aux changements climatiques (conséquence de l'insuffisance des efforts déployés dans le monde pour réduire les émissions) contraindra les pays à adopter des mesures ambitieuses en faveur de la durabilité.

Annexe

A. Estimations

Aux fins de l'examen de la relation entre température et PIB, les chocs de température ont été modélisés au moyen du filtre de Hamilton⁴¹, en tant que résidus de la régression de la température sur leur passé. Différents décalages ont été essayés. La spécification Two-LAGS a été retenue, d'après les références⁴² :

$$T_t = \alpha T_{t-1} + \beta T_{t-2} + \tau_t \quad (1)$$

où « T_t » est la température moyenne mondiale à l'année t , et où « τ_t » est le choc thermique mondial.

Les équations suivantes ont été employées pour estimer l'impact d'une hausse de la température sur le PIB :

$$\Delta \log GDP_{j,t+h} = \alpha_h + \beta_h \hat{\tau}_t + X'_t \theta_h + \epsilon_{t+h} \quad (2) \text{ pour } h = 1, \dots, 10$$

où « GDP » est le PIB réel par habitant et « $\Delta GDP_{j,t+h} = GDP_{j,t+h} - GDP_{j,t-1}$ »

et « X_t » sont des variables de contrôle mondiales (croissance du PIB mondial, valeurs pour les diverses crises de 1960 à la crise financière mondiale) et les décalages dans la croissance du PIB réel par habitant, et « $\hat{\tau}_t$ » est le choc thermique estimé à partir de (1). La lettre « j » désigne la région ou sous-région considérée (monde, Afrique, ou l'une des sous-régions africaines).

Des estimations groupées ont également été réalisées sous la forme :

$$\Delta \log GDP_{j,i,t+h} = \alpha_{i,h} + \beta_h \hat{\tau}_t + X'_{i,t} \theta_h + \rho_h X'_{i,t} + \epsilon_{i,t+h} \quad (3)$$

où « i » représente les pays de la zone J , et « $X_{i,t}$ » sont des valeurs de contrôle individuelles et des décalages dans la croissance du PIB réel par habitant.

B. Données

Les données relatives au PIB réel par habitant ont été tirées des indicateurs du développement dans le monde. On a considéré le PIB réel par habitant en monnaie locale. Pour la température,

on a recouru aux données de Gortan et al.⁴³ Selon la source des températures, l'horizon temporel allait de 1940 à 2023, et l'horizon des données du PIB de 1960 à 2023.

41 James Hamilton, Why you should never use the Hodrick-Prescott filter, Review of Economics and Statistics, vol. 100, n° 5 (2018).

42 Voir, par exemple, Adrien Bilal et Diego Känzig, The macroeconomic impact of climate change: global vs. local temperature, document de travail 32450, National Bureau of Economic Research (Cambridge, Massachusetts, 2024), ou Ishan Nath et al., How much will global warming cool global growth? Document de travail 32761, National Bureau of Economic Research (Cambridge, Massachusetts, 2025).

43 Marco Gortan et al., A unified dataset for pre-processed climate indicators weighted by gridded economic activity, Scientific Data, vol. 11, n° 533 (2024).

